

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Administrative
Rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 Pau

Pau, le 27/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARYSTA LIFESCIENCE

Route d'Artix
B.P. N 80
64150 Noguères

Références : DREAL/2026D/3340
Code AIOT : 0005202726

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement ARYSTA LIFESCIENCE implanté Route d'Artix B.P. N° 80 64150 Noguères. L'inspection a été annoncée le 27/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale liée à la mise en œuvre des mesures de prévention associées aux zones dans lesquelles peuvent se former des atmosphères explosives (zones ATEX).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARYSTA LIFESCIENCE
- Route d'Artix B.P. N° 80 64150 Noguères
- Code AIOT : 0005202726
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Arysta est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de NOGUERES (64150), des installations de formulation et de stockage de produits phytosanitaires dont des substances toxiques et très toxiques. Compte tenu des capacités de stockage et de fabrication du site, l'établissement est soumis à autorisation et est classée SEVESO seuil haut et IED.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	1 mois
5	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
4	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée sur le site ARYSTA LIFESCIENCE à Noguères dans le cadre de l'action nationale «ATEX» a mis en évidence plusieurs nonconformités nécessitant la mise en œuvre d'actions

correctives.

Le jour de la visite, la matérialisation des zones ATEX n'était pas visible aux entrées des ateliers, en raison de la mise à jour très récente des plans. La méthodologie employée pour identifier les zones à risques et prévenir la formation d'atmosphères explosives apparaît toutefois maîtrisée par l'exploitant, de même que l'organisation du suivi et du contrôle des installations électriques. En revanche, l'examen de la conformité des équipements implantés en zones ATEX ne permet pas de conclure à la conformité de l'ensemble des matériels concernés au regard de la réglementation en vigueur. En conséquence, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant.

La visite a porté sur les ateliers Flow A, Flow B et Granulation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]
Constats : Pour ce point de contrôle, l'inspection a demandé à l'exploitant d'exposer la méthodologie mise en œuvre pour identifier les zones à risques et réaliser l'analyse des risques de l'exploitation vis-à-vis du risque ATEX. L'exploitant a indiqué avoir récemment finalisé la mise à jour de son Document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE), élaboré sur la base du guide Omega36 «Prévention du risque ATEX» et de la norme NFEN11271. La version actualisée du DRPCE, encore non signée, a été transmise à l'inspection. Ce document est cohérent avec l'étude de dangers révisée de 2021, dont le réexamen est prévu au 15 juillet 2026. Après l'inspection, la version définitive de ce document a été transmise par l'exploitant le 30 mars 2026. L'exploitant a précisé que ce document repose sur une étude réalisée par DEKRA en 2015 et qu'il avait fait l'objet d'une première mise à jour en 2018. Une mise à jour a été initiée en 2022 afin de mettre à jour le zonage ATEX des stockages D et E, entraînant un déclassement global des stockages et un zonage ATEX 2 limité à une hauteur de 1,3 m. Ce point a été justifié par l'exploitant sur la base de l'étude mentionnée ci-dessus réalisée par DEKRA. L'exploitant a également indiqué que le risque électrostatique y est pris en compte et analysé. L'exploitant a transmis cette étude à l'inspection, qui confirme que ces aspects y sont traités. L'inventaire des équipements implantés en zone ATEX a également été présenté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan général des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2026, Plan des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour les documents suivants : - [...] ; - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf. point de contrôle n° 1) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ; - [...]
Constats : Dans le cadre de la mise à jour de son DRPCE, l'exploitant dispose d'un plan actualisé des zones à risques, incluant le zonage ATEX, lequel est cohérent avec l'étude de dangers révisée. Les différents types de risques, liés soit aux gaz soit aux poussières, sont identifiés et précisément mentionnés sur le plan d'ensemble. L'exploitant présente également, dans le DRPCE, un plan spécifique par atelier permettant de préciser les volumes concernés par le zonage ATEX. L'ensemble de ces documents a été présenté à l'inspection et apparaît conforme aux attentes réglementaires. Ces plans sont disponibles au sein de la version définitive du DRPCE transmise le 30 mars 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
Prescription contrôlée : [...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour (Cf. point de contrôle n° 2). La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : Lors de la visite, l'inspection s'est rendue dans les ateliers Granulation, Flow A ainsi que dans le stockage D, zones identifiées comme présentant des atmosphères potentiellement explosives. À l'entrée de chaque zone, une signalisation ATEX est bien présente. L'exploitant indique toutefois que les plans détaillant les zones ATEX, habituellement affichés à ces emplacements, ont été temporairement retirés afin d'être réimprimés à la suite de la récente mise à jour du DRPCE et des plans associés. Il lui appartiendra de procéder à leur remise en place dans les meilleurs délais afin d'assurer une information complète et à jour pour les intervenants.

À l'intérieur des ateliers, les zones ATEX sont globalement identifiées par un marquage au sol, sur les équipements ou au niveau des rampes d'accès. L'inspection constate cependant que certains de ces marquages sont dégradés, partiellement effacés ou abîmés, et ne permettent plus une identification claire des limites de zone. L'exploitant devra donc remettre ces marquages en état et transmettre à l'inspection les justificatifs nécessaires une fois les travaux réalisés.

Concernant ces dernières, l'exploitant dispose d'une procédure de gestion des intervenants extérieurs (SGSPR005) reposant notamment sur l'obligation de certification MASEUIC, l'établissement d'un permis de feu validé par le service HSE et la réalisation de plans de prévention. Le service HSE assure un contrôle opérationnel régulier par des tournées et un suivi des permis et plans de prévention. Les documents relatifs à l'entreprise SOFRADI, présente le jour du contrôle, ont été consultés et se sont révélés conformes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous trois mois, l'exploitant devra remettre en état l'ensemble des marquages ATEX dégradés présents dans les ateliers et transmettre à l'inspection des justificatifs photographiques attestant de la réalisation des travaux.

Sous un mois, l'exploitant devra réinstaller les plans des zones ATEX aux entrées des zones concernées, conformément aux obligations de signalisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67

Thème(s) : Actions nationales 2026, Ventilation des locaux

Prescription contrôlée :

Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.

Constats :

Le DRPCE présenté lors de l'inspection décrit les systèmes de ventilation et d'extraction présents dans chaque atelier. Le diagnostic ayant permis de vérifier leur bon dimensionnement a été demandé à l'exploitant et a été transmis à l'inspection à l'issue de la visite.

Cet audit, réalisé par Norisko Équipements en 2006, avait principalement pour objectif d'établir un état des lieux et un descriptif des installations de ventilation, d'extraction et de traitement d'air, ainsi que de vérifier la conformité de ces installations au regard de la réglementation en vigueur au moment de l'étude.

L'inspection a constaté dans les ateliers Flow A, Flow B et Granulation la présence des systèmes de ventilation recensés dans cette étude.

N° 5 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

Lors de l'inspection du 24 juin 2025, l'exploitant avait présenté le recensement du matériel électrique présent dans ces zones mais il avait été constaté que la vérification de la compatibilité du matériel n'était pas finalisée. Le rapport d'inspection du 21 octobre 2025, demandait, sous trois mois, la finalisation de la vérification de la compatibilité du matériel électrique avec les zones ATEX et la transmission à l'inspection de la justification que l'ensemble des installations électriques situées dans les zones ATEX est constitué de matériels utilisables en atmosphères explosives.

Dans le cadre de la présente inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection, puis présenté lors de la visite, l'inventaire des équipements implantés en zones ATEX. Ce document, construit notamment à partir d'extractions issues de la GMAO du site, identifie pour chaque équipement son implantation en zone réglementée ou non, ainsi que le marquage réglementaire ATEX, le mode de protection, le niveau de protection lorsque ceux-ci sont présents et lisibles.

L'exploitant indique n'avoir recensé aucun matériel non électrique soumis à la directive ATEX 2014/34/UE. Toutefois, pour plusieurs matériels électriques répertoriés comme étant situés en zones ATEX, l'inspection relève l'absence de garanties suffisantes quant à leur conformité réglementaire. Par sondage ont été relevée dans les ateliers Flow A et Granulation une partie des équipements pour lesquels l'exploitant ne dispose toujours pas de documentation permettant d'attester que ceux-ci sont conformes à la directive ATEX 2014/34/UE.

En voici une liste agrégée par type d'équipement et par atelier :

ATELIER FLOW A :

Détecteurs / capteurs : 1

Cuves / réservoirs : 1

Filtres : 2

Électrovannes : 7

Ventilation : 3

ATELIER GRANULATION : 87 équipements

Agitateurs / mélangeur : 2

Systèmes de pesée / balances : 6

Broyeur : 1

Capteurs / sondes : 9

Chaudière/ résistances de chauffe : 2

Convoyeurs / rouleaux / tapis : 6

Élévateurs à godets : 5
 Filmeuse : 1
 Palans électriques : 4
 Pompes : 8
 Conditionneuse : 2
 Tamis vibrants : 3
 Trémies : 7
 Vis de transfert : 11
 Ventilateurs / aspiration / cyclofiltre : 15
 Vibreurs : 5

Cette liste d'équipements pour lesquels la conformité réglementaire n'est pas attestée n'est pas exhaustive et doit être consolidée par l'exploitant pour s'assurer en tout premier lieu que ces équipements sont effectivement situés en zone ATEX au sens de la directive et qu'ils sont ou non conformes à celle-ci. L'inspection rappelle que tous les équipements électriques ou non électriques comportant une source potentielle d'inflammation et destinés à être utilisés en atmosphères explosibles doivent être conformes à la directive 2014/34/UE. L'exploitant devra donc s'assurer du respect de cette exigence pour l'ensemble des équipements concernés.

Considérant que la non-conformité avait été relevée lors de l'inspection du 24 juin 2025 et que la situation n'est toujours pas conforme, une proposition de mise en demeure au titre de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 est annexée au rapport.

L'inspection constate toutefois que, pour chaque appareil situé en zone ATEX, l'exploitant vérifie systématiquement la continuité électrique (mise à la terre), la présence ou le fonctionnement de la ventilation, ainsi que la couverture éventuelle par des détecteurs d'explosimétrie. L'exploitant a également mis en place une méthode d'évaluation du risque résiduel prenant en compte la probabilité d'apparition d'une atmosphère explosible, la durée d'exposition, la zone d'influence de l'équipement et les moyens de maîtrise présents.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie l'adéquation de l'ensemble des matériels électriques et non électriques aux zones ATEX dans lesquelles ils sont installés ou procède à leur remplacement par du matériel adapté dans un délais de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A

Thème(s) : Actions nationales 2026, Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NF C 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux

exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Constats :

Les certificats Q18 de vérification des installations électriques de l'atelier Granulation en date du 24 février 2026 et de l'atelier Flow A en date du 23 février 2026 ont été contrôlés par sondage lors de l'inspection. Dans les deux cas, les conclusions indiquent que les installations sont conformes et ne présentent pas de risque d'explosion.

Type de suites proposées : Sans suite